



MAÎTRES DE NOTRE PROFESSION!

ÉDITION 2023

FAITS SAILLANTS

**COLLOQUE PÉDAGOGIQUE ET PROFESSIONNEL
11 ET 12 MAI 2023**

Le personnel enseignant souhaite notamment :

- une refonte de l'évaluation;
- une révision de la formation initiale;
- un meilleur encadrement des enseignantes et enseignants non légalement qualifiés et de l'insertion professionnelle.



Maîtres de notre profession!

À l'automne 2022 et au début de l'hiver 2023, la FSE-CSQ a procédé à deux phases de consultation afin de se projeter dans l'avenir de la profession avec les enseignantes et enseignants qu'elle représente.

Lors de la première phase de consultation menée par la FSE-CSQ à l'automne 2022, plus de 6 000 enseignantes et enseignants ont répondu au questionnaire portant sur deux enjeux transversaux à tous les secteurs d'enseignement :

- Le numérique et l'enseignement à distance
- La profession enseignante : valorisation, attraction et rétention

Une seconde phase de consultation, portant sur les enjeux spécifiques à chaque secteur, a eu lieu à l'hiver 2023. Près de 7 000 enseignantes et enseignants y ont répondu.

Éducation préscolaire	Primaire
La cohérence du programme d'activités avec l'évaluation et le bulletin L'importance de l'éducation préscolaire	La révision des programmes d'études, de l'évaluation et du bulletin L'expertise pédagogique et l'autonomie professionnelle
Spécialistes au primaire	Adaptation scolaire
L'évaluation des apprentissages Les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (HDAA)	Les transitions La modification des attentes
Secondaire	Formation générale des adultes
La formation initiale Le curriculum	Les programmes d'études et l'évaluation Les élèves à besoins particuliers
Formation professionnelle	
La formation initiale Le rôle et les objectifs de la FP	

Les résultats que nous vous présentons sont issus de ces deux phases de consultation et seront présentés au colloque de la FSE-CSQ des 11 et 12 mai. La première section présente des questions posées aux enseignantes et enseignants de tous les secteurs alors que les autres sections exposent les réponses aux questions posées à sept secteurs particuliers.

Données sur les thèmes transversaux

Évaluation des apprentissages

Les résultats de notre consultation indiquent que **86,5 %** des personnes répondantes du secteur des jeunes souhaitent une refonte de l'évaluation des apprentissages.

Les personnes répondantes spécialistes du primaire, de l'adaptation scolaire et du secondaire ont été questionnées sur la pertinence de reconduire la priorisation des apprentissages comme nous l'avons connue pendant la pandémie. La majorité (**58,2 %**) d'entre elles **soutient cette idée**.

La **révision du bulletin unique** reçoit l'appui de **82,4 %** des personnes répondantes de l'éducation préscolaire, titulaires du primaire, spécialistes du primaire et du secteur de l'adaptation scolaire. De plus, les personnes répondantes titulaires et spécialistes du primaire et celles de l'adaptation scolaire sont d'avis que le nombre de bulletins par année, les résultats en note et la pondération des étapes doivent être revus.

À **78,5 %**, les personnes répondantes de différents secteurs pensent que **trop de temps de classe est consacré à l'évaluation** au détriment du temps d'apprentissage.

C'est aussi **70,9 %** des personnes répondantes qui estiment que **la modification des attentes** par rapport aux exigences du Programme de formation de l'école québécoise (PFEQ) pour une ou un élève est **irréaliste et irréalisable** au quotidien dans leur contexte de groupe-classe.

Enfin, ce sont **91,6 %** des personnes répondantes de l'éducation préscolaire, titulaires du primaire et spécialistes du primaire qui sont **favorables à l'ajout d'une personne aide à la classe** pour leur donner de l'air et les soutenir au quotidien dans l'exécution de tâches non pédagogiques qui ne font pas appel à leurs compétences professionnelles spécifiques.

Profession enseignante : valorisation, attraction et rétention

Importance de la formation pédagogique

96,7 % des personnes répondantes sont en accord avec la proposition **d'obliger les centres de services scolaires à offrir une formation pédagogique** de base aux personnes sans formation pédagogique qui enseignent dans le réseau scolaire.

Dans le même sens, plus de neuf personnes sur dix (93,6 %) sont en accord avec la proposition **d'obliger** les enseignantes et enseignants **non légalement qualifiés** à suivre une **formation pédagogique** afin d'obtenir un contrat à temps partiel.

Mentorat

La majorité des personnes répondantes (97,1 %) est en accord avec la proposition d'établir une **obligation** pour les **centres de services scolaires** d'offrir au nouveau personnel enseignant qui le souhaite le soutien de personnes **mentores** pour les accompagner.

Rétention

Nous avons demandé aux personnes répondantes francophones de classer différents enjeux du plus important au moins important selon leur effet sur la rétention du personnel enseignant. Selon elles, les trois enjeux les plus importants pour la **rétention** du personnel enseignant sont les **groupes difficiles** (4,5/6), la **surcharge de travail** (4,4/6) et le **manque de soutien et d'accompagnement pour les élèves en difficulté** (4/6).

Changement à la formation initiale

Année de résidence

La majorité des personnes répondantes (88,3 %) est en accord avec la transformation de la quatrième année du baccalauréat en **année de résidence** pendant laquelle l'étudiante ou l'étudiant enseigne à temps plein.

TECFÉE/CÉFRANC

La majorité des personnes répondantes (85,6 %) est en faveur de la proposition de **réduire** l'importance des **exceptions de la langue française** dans le test de français obligatoire pour l'obtention du brevet d'enseignement (TECFÉE/CÉFRANC).

Plus de trois personnes sur quatre (77,2 %) sont en accord avec l'ajout d'un volet portant sur les **compétences orales** dans le test de français obligatoire pour l'obtention d'un brevet d'enseignement (TECFÉE/CÉFRANC).

Numérique en enseignement

Formation sur l'utilisation pédagogique des outils numériques

Une majorité de personnes répondantes (78,7 %) indiquent avoir suivi une telle formation depuis mars 2020.

La plupart des personnes répondantes indiquent avoir apprécié la pertinence du contenu des formations (70 %), la qualité de l'offre des formations (66,5 %) et l'accès à des ressources avant et après les formations (61,8 %). Cependant, moins d'une personne sur trois (28,6 %) indique avoir été satisfaite du temps de libération accordé afin de suivre de la formation sur l'utilisation pédagogique des outils numériques.

Cellulaire en classe

La majorité des personnes répondantes (92,4 %) sont en accord avec l'interdiction du cellulaire en classe sauf dans le cadre d'activités pédagogiques.

Enseignement à distance

Moins d'une personne sur quatre (**24,6 %**) est en faveur de l'enseignement à distance. Seules les personnes enseignant à la formation générale des adultes (FGA) sont majoritairement en faveur de l'enseignement à distance (56,9 %).

Enseignement en comodalité

Seulement une personne répondante sur dix (12,9 %) est en faveur de l'enseignement en comodalité (avoir des élèves en ligne et en présence en même temps). Les résultats montent à 23,2 % en formation professionnelle (FP) et à 26,7 % chez celles et ceux qui ont enseigné en comodal en 2021. Globalement, plus leurs élèves sont jeunes et moins les enseignantes et enseignants sont favorables à l'enseignement comodal.

Consultation sur les enjeux spécifiques à chacun des secteurs

Précolaire

84,4 % des personnes répondantes de l'éducation préscolaire estiment qu'une révision des programmes d'études du primaire en continuité avec le nouveau programme-cycle pourrait contribuer à une meilleure transition entre l'éducation préscolaire et le primaire.

Titulaires du primaire

Pour la majorité des titulaires du primaire, le temps d'enseignement alloué dans la grille-matières est insuffisant pour couvrir l'ensemble du contenu des programmes, notamment ceux de Français et Mathématique.

70 % des titulaires du primaire indiquent que le programme de Français devrait être révisé. 60 % indiquent aussi que le temps d'enseignement alloué pour le français n'est pas suffisant.

Ce sont 92,2 % des titulaires du primaire qui sont favorables à ce que certaines matières puissent se voir confier à des spécialistes, notamment les matières Arts plastiques, Éthique et culture religieuse ou Culture et citoyenneté québécoise et Science et technologie.

Spécialistes

Plus des deux tiers (**70,6 %**) des personnes répondantes spécialistes au primaire jugent que le **temps d'enseignement alloué à leur spécialité ne leur permet pas de couvrir le contenu de leur programme d'études**.

Les personnes répondantes spécialistes au primaire indiquent à **71,1 %** qu'elles ne sont **jamais consultées avant l'établissement des plans d'intervention (PI)** pour leurs élèves HDAA. De plus, **85,9 %** d'entre elles estiment aussi qu'elles **devraient participer à la démarche du PI**.

Adaptation scolaire

Deux personnes répondantes en adaptation scolaire sur trois (**67,1 %**) sont en **désaccord avec le fait que le bulletin unique est adéquat pour les élèves** en adaptation scolaire dont les **attentes sont modifiées** par rapport aux exigences du PFEQ.

Secondaire

Pour (**71,7 %**) du personnel enseignant du secondaire, la formation actuellement offerte au **baccalauréat doit être revue**.

Les trois compétences le plus souvent mentionnées comme étant à améliorer sont :

- Gérer le fonctionnement du groupe-classe;

- Évaluer les apprentissages;
- Maîtriser la langue d'enseignement.

61,7 % des personnes répondantes indiquent que **la gestion des comportements perturbateurs** devrait être améliorée en priorité.

La formation initiale inclut la passation d'un examen de français (TECFÉE/CÉFRANC). Que pensez-vous de cette obligation?

- 83,9 % appuient l'idée que cette épreuve devrait se faire lors de l'admission au baccalauréat ou à la maîtrise. Les étudiantes et étudiants en échec devraient suivre un cours d'appoint avant de repasser l'examen;
- Pour 71,2 %, la réussite de cette épreuve doit demeurer un préalable pour accéder aux stages de prise en charge;
- 78,1 % sont en accord avec le fait que le seuil de réussite de l'épreuve demeure plus élevé pour les futurs enseignants et enseignantes de cette discipline.

Formation générale des adultes

Les baccalauréats et maîtrises de l'enseignement secondaire devraient-ils aussi permettre à celles et ceux qui le désirent de faire un stage à la FGA?

- **95,9 %** des personnes répondantes en FGA sont en faveur de permettre des stages à la FGA **sous différentes conditions** (88,6 % au secondaire);
- **49,8 %** croient qu'il peut s'agir de **n'importe quel stage** (42 % au secondaire).

Les compétences de base numériques devraient systématiquement faire partie de l'évaluation initiale, et des mises à niveau devraient être proposées au besoin.

- **75 %** pensent que les **compétences de base numériques** devraient systématiquement faire partie de **l'évaluation initiale** des nouveaux élèves.

La formation initiale inclut la passation d'un examen de français (TECFÉE/CÉFRANC). Que pensez-vous de cette obligation?

- **61,7 %** pensent que cette épreuve devrait se faire lors de **l'admission** au baccalauréat ou à la maîtrise et que **les élèves en échec devraient obligatoirement suivre un cours d'appoint** à leur première session avant de repasser l'examen;
- **80,9 %** croient que la réussite de cette épreuve doit demeurer **un préalable pour accéder aux stages de prise en charge**;

- **82 %** estiment que le seuil de réussite de l'épreuve doit demeurer **plus élevé pour les futurs enseignants et enseignantes de cette discipline.**

Formation professionnelle

Les **éléments les plus importants** (important, très important) **à améliorer en FP** sont :

- Le positionnement, la promotion et la valorisation de la FP (97,1 %);
- Le respect de l'expertise des enseignantes et enseignants, notamment dans le choix des modes d'enseignement (97,7 %);
- Les locaux et les équipements des centres (97,4 %);
- Les conditions de travail des enseignantes et enseignants (salaire, vacances, tâche, etc.) (93,8 %);
- La stabilisation du financement des centres (89,1 %).

Selon le personnel enseignant, les formations courtes auront pour effet de **détériorer** les éléments suivants :

- La qualification et la maîtrise des compétences des élèves (75,7 %);
- Les problèmes de santé et sécurité lors des études et plus tard au travail (50,3 %).

Les **formations accélérées, quant à elles**, auront pour effet de **détériorer** les éléments suivants :

- Conditions d'apprentissage et d'enseignement des programmes (67,8 %);
- Qualification et maîtrise des compétences des élèves (57,8 %);
- Conciliation, vie personnelle et études des élèves (57 %).